

Irlande du Nord : le chemin vers un enseignement religieux objectif, critique et pluraliste

Norman Richardson

Le système éducatif de l'Irlande du Nord est bien connu pour ses systèmes parallèles séparés de scolarisation subventionnée, où la plupart des enfants des milieux culturellement catholiques et culturellement protestants fréquentent des établissements scolaires différents – un facteur que beaucoup d'observateurs ont vu comme contribuant significativement aux tensions et à la violence communautaires dans ce territoire. Ces 40 dernières années, cette séparation a été légèrement remise en cause par la croissance des écoles intégrées ou mixtes, même si le nombre des élèves qui les fréquentent reste actuellement sous les 10 % du total. Un facteur significatif de cette séparation est l'approche de l'enseignement religieux (ER) qui, traditionnellement, a été confessionnelle de fait – clairement dénominationnelle dans les établissements catholiques, et plus généralement non dénominationnelle mais encore souvent très confessionnelle dans les établissements contrôlés par l'État qui ont principalement servi à la communauté protestante. Alors que dans d'autres parties du Royaume-Uni et beaucoup d'autres pays, l'ER est devenu beaucoup plus pluraliste et pluri-religieux, de telles approches ont pour l'instant rencontré une opposition officielle en Irlande du Nord malgré les campagnes lancées par certains enseignants et universitaires et par des communautés religieuses moins importantes, des groupes inter-religieux et des instances non religieuses. Ces quatre dernières années en tout cas, cela a mené à une situation où la nature de l'ER a été questionnée juridiquement au plus haut niveau, ce qui a entraîné un débat public inhabituellement vif.

À la différence des autres questions scolaires, la préparation d'un programme ou *Core Syllabus* pour l'ER en Irlande du Nord a longtemps été effectuée par les quatre confessions chrétiennes les plus importantes en nombre (1). La loi, qui date de 1947, impose que tous les établissements scolaires financés par l'État dispensent un ER « en conformité avec les Écritures saintes » et un moment quotidien de « culte collectif », ce qui indique sans ambiguïté qu'il ne peut s'agir que d'un enseignement et d'une pratique chrétiennes.



Le ministre nord-irlandais de l'Éducation Paul Givan présente le 3 février 2026 la réponse à la décision de la Cour suprême du Royaume-Uni sur l'enseignement religieux.

Dans les établissements catholiques, il est autorisé que cela soit confessionnel alors que dans ceux contrôlés par l'État (protestants *de facto*), cela doit être « *non-confessionnel* ». Les parents ont le droit de demander le retrait de leur enfant de l'ER et du culte collectif (et les enseignants des établissements contrôlés par l'État ont aussi le droit de ne pas y participer), mais beaucoup de parents craignent que cela ne « *singularise* » leur enfant. Pendant les 35 dernières années, le *Core Syllabus* a été rédigé par les quatre confessions et ratifié par le Ministère de l'Éducation. La dernière version (2007) a pour la première fois inclus un enseignement sur les « *autres religions* », mais avec une certaine réticence (2) et seulement pour les élèves de 11 à 14 ans. Un autre facteur d'inquiétude pendant toutes ces décennies est que, contrairement à toutes les autres matières, l'ER n'a pas connu d'inspection professionnelle, en faisant une matière sans aucun contrôle de qualité (les Églises ont le droit légal d'inspecter l'ER, mais en ce qui concerne les établissements contrôlés par l'État, cela est rarement sinon jamais pratiqué). De manière significative toutefois, le dernier quart de siècle a vu la composition de la population nord-irlandaise se modifier avec désormais un nombre croissant d'enfants scolarisés et issus de milieux minoritaires ethniques, religieux et culturels ainsi que plus de gens déclarant ouvertement qu'ils n'ont pas de religion.

En 2022, un parent issu d'un milieu non-religieux s'est plaint de ce que la vision du monde abusivement chrétienne avec laquelle était enseignée sa fille (3) lors des cours d'ER dans son école primaire, ce qui contredisait les convictions de sa famille. L'affaire a été devant les tribunaux et jusqu'à la Haute Cour d'Irlande du Nord, devant laquelle le Ministère de l'Éducation a soutenu que la législation n'enfreignait pas les droits humains de l'enfant. La Cour a toutefois conclu que le *Core Syllabus* de l'ER « *n'est pas utilisé d'une façon objective, critique et pluraliste* », pointant en particulier l'expression « *en conformité avec les Saintes Écritures* » et que la législation actuelle était en contradiction avec la Convention européenne des droits de l'homme.

Le Ministère de l'Éducation, en liaison avec les Églises, a porté ce jugement devant la Cour d'appel, qui a rendu son rapport en avril 2024. La Cour a confirmé le premier jugement selon lequel le programme d'ER n'était pas objectif, critique et pluraliste, mais a indiqué que cela ne représentait pas de l'endoctrinement puisque la disposition donnant le droit aux parents de retirer leurs enfants de l'ER était une garantie suffisante que les droits des parents et de l'enfant n'étaient pas bafoués. En mai 2025, la décision de la Cour d'appel a été examinée par la Cour suprême du Royaume-Uni, qui a publié sa décision en novembre 2025 en fondant son argumentation sur la prise en compte minutieuse du protocole 1 de l'article 2 (A2P1) de la Convention européenne des Droits humains (CEDH), en même temps que de son article 9. Le jugement publié par la Cour cite en abondance plusieurs cas comparables, notamment *Lautsi contre Italie*, *Folgero contre Norvège*, *Papageorgiou contre Grèce* and *Kjedsen contre Danemark* (paragraphe 105). Des cas qui permettent à la Cour suprême d'établir que « *faire part d'informations et de connaissances d'une façon qui n'est ni objective, ni critique et pluraliste relève de l'endoctrinement* ». Dans ses conclusions, la Cour suprême a infirmé unanimement le jugement de la Cour d'appel et rétabli la décision d'origine de la Haute Cour. La nouvelle de ce jugement a été largement couverte par les médias et suscité un important débat public, partagé entre l'approbation et, dans certains secteurs, une hostilité significative avec la crainte exprimée qu'il s'agissait d'une tentative pour « *expulser l'ethos chrétien de nos écoles* » (comme l'a jugé le ministre de l'Éducation d'Irlande du Nord (4) dans une déclaration publique sur les réseaux sociaux).

Tout récemment, en février 2026, le Ministère de l'Éducation a publié sa réponse longtemps attendue, avec des propositions et les termes de référence pour la préparation d'un nouveau *Core Syllabus*, en même temps que de nouvelles règles en ce qui concerne le culte collectif et le droit des parents à retirer leur enfant de l'ER et du culte. La nécessité d'un programme qui soit objectif, critique et pluraliste pendant toutes les années de scolarité obligatoire est affirmée, tout comme celle d'une inspection professionnelle de la question. Le nouveau *Core Syllabus* doit être rédigé par un groupe de jusqu'à 10 enseignants d'ER (5 en élémentaire et 5 en secondaire), avec un groupe consultatif issu des « *principales Églises* » et une consultation publique plus large. Un agenda serré a été proposé dans l'intention que ce processus s'achève à l'été 2026.

Les organisations éducatives et autres ainsi que les personnes qui ont milité depuis bien des années pour un *Core Syllabus* plus inclusif ont bien accueilli les intentions de départ de cette proposition et la décision d'assurer une inspection professionnelle de l'ER. Mais des inquiétudes ont été exprimées à propos de l'indication par le ministre de l'Éducation que le cadre légal actuel « *demeure fermement et volontairement en place* », et que « *le christianisme demeurera central dans le programme révisé* ». On a soutenu qu'il y a contradiction flagrante entre rédiger un programme objectif, critique et pluraliste et une loi qui établit que l'ER doit être « *selon les Saintes Écritures* » ! Une autre inquiétude, en plus de l'agenda très serré, est le rôle confirmé des Églises dans le processus et l'absence d'universitaires, d'autres spécialistes et de représentants d'autres communautés de foi et de conviction dans la rédaction du programme.

Alors que des consultations publiques ont déjà eu lieu avant cette rédaction du programme, reste à voir ce que produira le groupe qui en est chargé et à quel point leurs propositions seront corrigées par les Églises et par la consultation publique plus large ensuite.

La mission du groupe de rédaction ne se réfère qu'au programme d'ER et il n'a pas de rôle en ce qui concerne le droit de retrait de l'ER ou la nature du culte collectif. Ces deux questions nécessiteront pourtant aussi un sérieux examen d'un point de vue à la fois légal et pratique puisqu'elles ont une influence sur la façon dont

l'ER se fait et – tout aussi important – sur la connaissance et le sentiment de la population sur la place de la religion dans les établissements scolaires d'Irlande du Nord.

Bibliographie

James Nelson et Rebecca Loader, [Religious and Worldviews Education for All, Possibilities for Change to Religious Education in Northern Ireland](#), Queen's University Belfast, 2025.

James Nelson et Norman Richardson, [Freedom of belief, the right to withdrawal and Christian religious education in Northern Ireland](#), *British Journal of Religious Education*, 10 juillet 2025.

Norman Richardson, Making Sense of Religion in Education in Northern Ireland: Background and Ways Forward, Enelar and the NI Interfaith Forum (article sur demande à ni.interfaith.forum@gmail.com).

[Judgment in the matter of an application by JR87 and another for Judicial Review \(Appellant\)](#), Cour suprême du Royaume-Uni (The Supreme Court), 19 novembre 2025.

Dave Thompson, [Faith and Belief in Schools, Guidance for RE, assembly and religious practice in Integrated primary schools](#), Integrated Education Fund et NI Council for Integrated Education, 2025.

Notes

(1) L'Église catholique en Irlande (The Catholic Church in Ireland), l'Église d'Irlande (the Church of Ireland, anglicane), l'Église presbytérienne en Irlande (the Presbyterian Church in Ireland) et l'Église méthodiste en Irlande (the Methodist Church in Ireland).

(2) Dans leur introduction au nouveau *Core Syllabus*, les Églises ont indiqué que l'enseignement des religions mondiales ne devrait nécessiter qu'« *une durée limitée* » !

(3) Cette famille a souhaité rester anonyme et dans tous les documents, on fait référence à la jeune fille comme « JR87 ».

(4) Le ministre, Paul Givan, est membre du DUP (Democratic Unionist Party) et connu pour ses convictions créationnistes et chrétiennes fondamentalistes.

Texte original en anglais

Northern Ireland: the journey towards objective, critical and plural Religious Education

Northern Ireland's education system is well-known for its separate parallel systems of publicly-funded schooling, whereby most children from culturally Catholic and culturally Protestant backgrounds attend different schools – a factor which many observers have viewed as contributing significantly to the region's community tensions and violence. Over the past 40 years this separation has been slightly offset by the growth of Integrated or mixed schools, though the numbers attending such schools currently remain below ten percent of all pupils. One significant factor in this separation is the approach to Religious Education (RE), which has traditionally been confessional in nature – overtly and denominationally in Catholic schools, and more generally non-denominationally but still often very confessional in the state controlled schools that have mainly served the Protestant community. While RE in other parts of the UK and many other countries has moved into a much more plural, multifaith mode, such approaches have been officially resisted so far in Northern Ireland despite campaigns from some teachers and academics and from smaller faith communities, interfaith groups and secular bodies. Developments over the past four years have, however, led to a situation where the nature of RE has been challenged legally at the highest level, resulting in an unusual level of public debate.

Unlike all other school subjects, the preparation of a curriculum or "*Core Syllabus*" for RE in Northern Ireland has long been carried out by the four numerically largest Christian denominations (1). The law, which dates from 1947, requires that all state funded schools must provide RE "*according to the Holy Scriptures*" and a daily act of "*Collective Worship*", which seems unambiguously to indicate that such teaching and practice must only be Christian. In Catholic schools this is permitted to be denominational, while in state controlled (*de facto* "*protestant*") schools it must be "*non-denominational*". Parents have the right to request the withdrawal of their children from RE and Collective Worship, (and teachers in state controlled schools have a similar right not to have to teach it), but many parents have concerns about their children being "*singled*

out". Over the past 35 years the Core Syllabus has been written by the four denominations and signed off by the Department of Education. The most recent version (2007) included teaching about "other religions" for the first time, but somewhat grudgingly (2) and limited only to pupils aged 11 to 14. Another factor of concern throughout these decades is that, unlike all other subjects, RE has not been inspected professionally, leaving the subject without any quality control. (The Churches have a legal right to inspect RE, but in the case of state controlled schools, this is now rarely if ever carried out.) Significantly, however, over the past quarter century the makeup of the Northern Ireland population has been changing, with growing numbers of children now in schools from minority ethnic, religious and cultural backgrounds, along with more people openly declaring that they have no religion.

In 2022 a parent from a secular background made a complaint about the overtly Christian worldview that his daughter (3) was being taught in her primary school RE, which was inconsistent with the family's own beliefs. The case went to law and to the Northern Ireland High Court, where the Department of Education argued that the legislation did not breach the child's human rights. The court, however, concluded that the Core Syllabus for RE "is not conveyed in an objective, critical and pluralistic manner", noting particularly the "according to the Holy Scriptures" clause, and that the current legislation was in breach of the European Convention on Human Rights.

The Department of Education, in liaison with the Churches, challenged the judgement in the Court of Appeal, which issued its report in April 2024. This court upheld the original judgement that the RE curriculum was not objective, critical and plural, but indicated that this did not constitute indoctrination and that the provision of the rights of parents to withdraw their children from RE was a sufficient safeguard, and thus that the rights of the parents and the child had not been breached. In May 2025 the Court of Appeal's decision was reviewed by the UK Supreme Court, which reported in November 2025, basing its argument on a detailed consideration of Article 2, Protocol 1 (A2P1) of the European Convention on Human Rights (ECHR), read with Article 9 of the ECHR. Throughout the Court's published Judgement, several relevant legal cases from the European Court of Human Rights (ECtHR) are frequently referenced, notably *Lautsi v Italy*, *Folgero v*

Norway, *Papageorgiou v Greece* and *Kjedsen v Denmark* (para. 105). In citing these cases, the Supreme Court stated that "conveying information and knowledge in a manner which is not objective, critical and pluralistic amounts to indoctrination". In its conclusions, the Supreme Court unanimously overturned the Appeal Court Judgement, thus restoring the original High Court decision. News of this judgement received wide media coverage and considerable public discussion, with a mixture of welcome and, in some quarters, significant hostility with fears expressed that this is an attempt to "drive out the Christian ethos from our schools" (as expressed by the Northern Ireland Education Minister (4) in a public social media statement).

Most recently, in February 2026, the Department of Education issued a long awaited response, with proposals and terms of reference for the preparation of a new Core Syllabus, together with new guidelines relating to Collective Worship and the parental right of withdrawal from RE and Worship. The need for a syllabus that is objective, critical and plural throughout the years of compulsory schooling is affirmed, as is the need for professional inspection of the subject. The new Core Syllabus is to be prepared by a group of up to 10 RE teachers (five primary and five post-primary), with a consultative group drawn from the "main churches" and wider public consultation. A tight schedule has been proposed, with the intention that this process will be completed by the Summer of 2026.

Educational and other organisations and individuals that have argued over many years for a much more inclusive Core Syllabus have welcomed the basic intentions of this proposal and the decision to ensure that RE is professionally inspected. Concerns have been expressed, however, about the Minister of Education's indication that the current legal framework "remains firmly and intentionally in place" and that "Christianity will remain central to the revised syllabus". The argument has been made that it is a clear contradiction to develop a syllabus that is objective, critical and pluralistic if the law states that RE must be taught "according to the Holy Scriptures"! Another concern, along with the very tight time-frame, relates to the continuing role of the Churches in this process and to the absence of academics, other specialists and representatives of other faith and belief communities in drafting the syllabus.

While some pre-drafting public consultation has already taken place, it remains to be seen what the drafting group will produce and how much their proposals may be subject to revision from the Churches and from wider post-draft public consultation.

The drafting group's remit only relates to the RE Syllabus and they have no role in relation to the right of withdrawal from RE or the nature of Collective Worship. These issues will nevertheless also require serious review, both from legal and a practical perspective, as both impact on the way that RE is taught and, importantly, on the public awareness and perception of the place of religion in Northern Ireland's schools.

Notes

(1) The Catholic Church in Ireland, the Church of Ireland (Anglican), the Presbyterian Church in Ireland and the Methodist Church in Ireland.

(2) In their introduction to the new Core Syllabus, the Churches indicated that the teaching of world faiths should only require "a modest amount of time"!

(3) The family has remained publicly anonymous, with the daughter referred to in all documentation as "JR87".

(4) The Minister, Paul Givan, a member of the Democratic Unionist Party, is known to hold creationist and fundamentalist Christian views.

Norman Richardson est professeur émérite en formation des enseignants (science des religions) (Teacher Education (Religious Studies)) au [Stranmillis University College](#) (Queen's University Belfast) et membre du réseau européen de l'IREL.

Référence électronique : Norman Richardson, « Irlande du Nord : le chemin vers un enseignement religieux objectif, critique et pluraliste », IREL [en ligne], Travaux, mis en ligne le 5 juin 2026. URL : <https://irel.ephe.psl.eu/sites/default/files/2026-06/travaux-richardson-irlande-du-nord-enseignement-religieux.pdf>